




TOUS LES **MOTS SURLIGNES** SONT DES NOTIONS DE VOCABULAIRE DONT LES DEFINITIONS SONT A RELEVER.

TRANSITION - La III^{ème} République, dans les **années 1880-1890**, est **très jeune**. Les **expériences précédentes** n'avaient jamais duré plus d'une décennie et **s'étaient toutes terminées par un coup d'Etat**. Les **Républicains** cherchent donc rapidement, dans les années 1880-1890, à **enraciner la culture républicaine** dans l'esprit des Français, pour **obtenir leur adhésion** massive. COMMENT ?

B – Le développement d'une **CULTURE POLITIQUE** républicaine

✓ 1 – Mettre en scène la République : des symboles

➔ La République veut s'imposer dans la vie et les paysages des Français, être omniprésente pour être mieux acceptée et aimée. Et donc, le cas échéant, défendue. Quels sont ces symboles alors mis en place pour forger une unité nationale ?

SYMBOLES DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE INSTAURES DURANT LES ANNEES 1880	
<p>Hymne national et auteur</p> 	<p>Elle a pour titre « <u>La Marseillaise</u> ». Adoptée comme hymne en <u>1879</u>.</p> <p>Elle a été composée par <u>Rouget de l'Isle</u> en 1792, alors que la France révolutionnaire était <u>attaquée par les monarchies d'Europe</u>.</p>
<p>Fête nationale</p> 	<p>Elle a lieu chaque <u>14 Juillet</u>. Date adoptée en <u>1880</u>.</p> <p>Elle rappelle la <u>Prise de la Bastille</u> qui a eu lieu en <u>1789</u>, mais commémore au départ officiellement la <u>fête de la Fédération de 1790</u>, plus fraternelle.</p>
<p>Devise</p>	<p>« <u>Liberté, Egalité, Fraternité</u> ». Les deux premiers mots datent de la Révolution de 1789. Le dernier a été rajouté après celle de 1848. Adoptée officiellement en <u>1880</u>.</p>
<p>Symboles officiels</p> 	<p>- Une figure allégorique de la République française : <u>Marianne</u>. Elle représente les valeurs de la République : liberté (<u>bonnet phrygien</u> des esclaves libérés durant l'antiquité), prospérité (sein nu), égalité (affublée d'un niveau autrefois), etc.</p> <p>- Les couleurs du drapeau : <u>Bleu-Blanc-Rouge</u>. Ces couleurs ont été utilisées dès 1789. Celle du centre était la couleur du <u>Roi</u>. Les deux l'encadrant étaient les couleurs de <u>la ville de Paris</u>.</p>

De quand datent la plupart de ces symboles ? De la période de la Révolution française. Cette période de l'Histoire de France est au cœur du projet de la III^{ème} République :

- Par ses **symboles** (cf. ci-dessus)
- Par ses **valeurs** (Liberté individuelle, Egalité par le S.U., progrès, raison ...).

TRANSITION - Ces symboles ne suffisent pas pour les Républicains à assoir la victoire de la République. Pour fortifier le régime, le grand projet est en fait de **FONDER l'ECOLE OBLIGATOIRE**. Comment ?

✓ 2 – Former des Républicains patriotes : l'école

Cette œuvre est associée à un homme, **JULES FERRY** (1832-1893), ministre de l'Instruction Publique. La grande mesure est bien évidemment l'instauration en 1881 - 1882 de l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans.

Les lois de 1881-1886 et 1886 rendent l'école primaire OBLIGATOIRE, GRATUITE ET LAÏQUE (cf. Définition de « **LAÏCITE** » à NOTER) :

=> **GRATUITE** – L'école permet aux **plus démunis d'accéder à l'instruction** et donc de permettre à ces familles **l'ascension sociale**.

=> **OBLIGATOIRE** – Complément de la gratuité. Sans gratuité, pas d'obligation possible. Mais dans l'esprit des Républicains, la gratuité vise justement à ce que **TOUS les enfants aillent à l'école** et aient donc ainsi accès aux **mêmes chances** de progrès social. Mesure visant à **stopper le travail des enfants** qui en éloigne beaucoup de l'école (aide des parents dans les champs, etc.).

=> **LAÏCITE** - Les enfants de toutes **confessions** ont un **accès facilité** à l'enseignement.

➔ L'ECOLE VISE DONC D'ABORD A **FAVORISER LE PROGRES SOCIAL**. MAIS **PAS SEULEMENT** :

- Renforcer le « **PATRIOTISME** », le sentiment d'appartenir à une « NATION » [Diffuser des valeurs et une histoire commune, une langue commune alors que le patois et l'analphabétisme dominaient, donner l'amour du territoire français par la géographie, initier aux « exercices militaires » pour encourager l'esprit de sacrifice : souvenir des « provinces perdues »].

- Former de **bons REPUBLICAINS** : LECTURE du doc. 1 A. p. 258

- Réduire, bien évidemment, le **rôle de l'Église** catholique dans l'enseignement (loi de 1886) : développer donc la **LAÏCITE**.

➔ **EN 1889 : INSTAURATION DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE DE 3 ANS** (Ce service militaire obligatoire pour tous les jeunes hommes brasse les catégories sociales, les origines ... : il aide lui aussi, comme l'école, à faire prendre conscience de l'appartenance à une même patrie).

TRANSITION - Comme tout régime, la III^{ème} République a du affronter des épreuves, qui parfois l'ont mise gravement en danger. Quelles ont été ces épreuves, et comment furent-elles surmontées ?

C – Une République qui triomphe de nombreuses crises

➔ Si la culture républicaine se diffuse et s'ancre, elle n'en reste pas moins attaquée. Les **années 1880-1890** voient se multiplier des **contestations antirépublicaines**, dont certaines ont fortement ébranlé le régime.

✓ 1 - Le scandale du canal de Panama (1892-1893)

=> RESUME – Le premier scandale de cette période concerne la **construction du Canal de Panama**. Une **société** a été créée afin de construire ce canal mais, à cours de fonds, elle **verse de l'argent à certains députés** en 1888 afin qu'ils autorisent de **nouveaux financements publics**, payés par les impôts. L'année suivante, la compagnie dépose le bilan. L'affaire est **révélée en 1892 par la presse** et crée un scandale sans précédent. Car les députés ont, en fait, reçu des pots-de-vin.

=> MENACE – La **confiance de l'opinion** dans leurs hommes politiques **est rompue**, au cri de « tous pourris ». La III^{ème} République est entachée de **corruption**. Ce scandale entraîne une montée de « **l'ANTIPARLEMENTARISME** ».

=> RESOLUTION - Les **députés** accusés de corruption sont **jugés** et aux **législatives suivantes**, les députés corrompus sont **battus à plate couture**, ce qui **renouvelle le personnel politique**. La confiance est quelque peu restaurée.

✓ 2 - *Les attentats anarchistes (1893-1894)*

=> RESUME – Entre **1893 et 1894**, la France, frappée par un **mécontentement social** (*aspirations ouvrières non écoutées*) est frappée par une **série d'attentats** perpétrés par les **anarchistes**, qui réclament la liberté totale, l'absence de pouvoir et un meilleur sort pour les catégories populaires (« **ANARCHISME** »). Des magistrats sont visés : une bombe est lancée à la **Chambre des députés en 1893**, et le **Président de la République Sadi Carnot est assassiné en 1894**.

=> MENACE – La **République** est visée : les **anarchistes veulent la renverser** par l'action violente, au profit des revendications ouvrières.

=> RESOLUTION – Face à ces attentats, les **anarchistes responsables** sont jugés et **condamnés à mort** (ils sont tous guillotins très rapidement), et toute propagande venant de leurs organes de presse est interdite (= **restrictions de la liberté de la Presse** en ce sens, la Presse étant **accusée d'encourager l'anarchisme**). La République fait donc preuve de la **plus grande sévérité** envers le mouvement anarchiste.

✓ 3 - *L'affaire Dreyfus (1894-1906)*

=> RESUME – La dernière crise majeure intervient en **1894**. L'affaire Dreyfus est au début une **banale affaire d'espionnage** : un **officier français livre des renseignements** sur l'état et la stratégie de l'Armée française à **l'Ambassadeur d'Allemagne** à Paris. Très vite, l'Armée identifie un **coupable, le capitaine DREYFUS** (juif alsacien). Il est dégradé et condamné au **bagne à vie en 1895**.

Toutefois, au sein de l'Armée, le **colonel Picquart, qui a repris l'enquête**, se rend compte que **l'espionnage continue** et que **des documents faux ont été établis** pour faire accuser Dreyfus. Il contacte la presse et certains **intellectuels** – dont **EMILE ZOLA** – prennent la **défense de Dreyfus** : Zola rédige en **1898** un article intitulé « **J'Accuse** », dans lequel il dénonce une machination antisémite de l'Armée contre Dreyfus (*qui serait donc accusé parce que Juif*).

=> MENACE – Cette campagne crée une **division dans l'opinion publique**, entre ceux qui soutiennent Dreyfus (*des intellectuels, la gauche, des journalistes*) et ceux qui l'accablent (*l'Armée, l'extrême-droite, l'Eglise*). **L'unité nationale** bâtie par la République est **menacée**, voire brisée. Cette crise exacerbe le **NATIONALISME** que combattent les partisans des Droits de l'Homme. Ce « **NATIONALISME** » est un **rejet des valeurs républicaines** (liberté, égalité).

=> RESOLUTION – Après un second procès, Dreyfus est à nouveau condamné, mais sa peine est ramenée à 10 ans. Il est ensuite gracié (mais pas innocenté) en 1899 (**grâce présidentielle**, signée par Emile Loubet). MAIS il faut attendre **1906** pour que **Dreyfus soit innocenté, réhabilité** et réintégré dans l'Armée. **La victoire des « Dreyfusards » est aussi celle de la République**.

La III^{ème} République, qui avait su s'enraciner dans la vie des Français, a donc réussi à surmonter de nombreuses épreuves. Et même, ensuite, la 1^{ère} Guerre mondiale. Mais la République n'a pas survécu à la défaite de 1940 face aux Allemands. Pourquoi ?

II/ LES VALEURS REPUBLICAINES A L'EPREUVE DE LA DEFAITE (1940-1945)

A- Le régime de Vichy, une négation de la République

B - Les combats de la Résistance contre l'occupant et Vichy

POUR LES PREMIERES S - Vous devez ici reprendre la fin de la Leçon sur la 2nde GM

(Vichy / Résistance : ces passages serviront à bâtir le A - et le B - de ce II/)

TRANSITION - 1945 : *la France est libérée. La Résistance y a contribué. Elle a incarné le combat pour la sauvegarde des valeurs républicaines. Comment la République a-t-elle été refondée au lendemain de la guerre ?*

C – Une République nouvelle : la IV^{ème} République

✓ 1 – L'épuration

→ Au lendemain de la Guerre et de la Libération, le CNR est remplacé par un nouvel organe : le **GPRF**. Ce GPRF, avec **De Gaulle à sa tête**, gouvernement provisoire, doit rétablir la République. Mais il est confronté à un défi de taille : car **la Libération a déchainé les « passions »**.

- C'est le temps de « **l'EPURATION spontanée** » : le peuple et les résistants déclenchent une répression brutale contre les collaborateurs français. C'est une épuration juridiquement et **humainement inacceptable** : elle repose sur l'humiliation, voire les exécutions sommaires. Sans jugement ! **10.000 morts + 20.000 femmes tondues !**

→ L'ETAT doit y mettre fin s'il veut **rétablir une République digne** : il le fait en organisant une « **Epuration LEGALE** ».

- L'Épuration « légale » est une **étape vers le retour de la République** : elle **restaure ses valeurs** en **condamnant** et en écartant de la vie politique et publique **ceux qui les ont trahies** (peine de « DEGRADATION NATIONALE »).

- L'Etat a PAR EXEMPLE jugé les **dignitaires de Vichy** : Pétain est condamné à mort, mais De Gaulle a commué cette peine en prison à vie. Toutefois seules 10% des peines de mort sont exécutées.

=> L'EPURATION TERMINEE, LA **PAGE DE VICHY EST TOURNEE** : la **République peut être refondée**.

✓ 2 – Une refondation politique ... qui échappe à De Gaulle

→ Une **NOUVELLE CONSTITUTION** doit être élaborée pour refonder la République. Le peuple français a donné son accord à cette élaboration en élisant en **octobre 1945 une « Assemblée Constituante »**. Les travaux de celle-ci s'engagent fin 1945.

→ **De Gaulle** a un avis très tranché sur ce à quoi doit ressembler cette Constitution : cf. **DISCOURS DE BAYEUX (juin 1946) = Doc. 3 p. 285** à lire :

=> Pour De Gaulle le **législatif et l'exécutif doivent se faire équilibre. Un gouvernement soumis au contrôle de l'Assemblée** et à ses différents partis **serait, selon lui, affaibli.**

=> De Gaulle propose de donner au **président de la République, élu par un collège étendu au-delà des Chambres (au Suffrage Universel par exemple), un rôle garant de l'intérêt général, « arbitre au-dessus des partis ».** Pour cela le président doit avoir de **vrais pouvoirs.** **RAPPELS – Sous la III^{ème} République, le Président n'avait que peu de pouvoirs dans les faits.**

→ **FINALEMENT, une Constitution est adoptée par referendum (à 53%) en OCTOBRE 1946 :** que prévoit-elle ? **Doc. 5 p. 285 = SCHEMA A OBSERVER, DECORTIQUER.**

=> La Constitution de 1946 intègre le **droit de vote reconnu aux femmes** par le GPRF en **1944.**

=> L'Assemblée **vote seule les lois** et elle **investit, par un vote à la majorité absolue, le président du Conseil** choisi par le président de la République. Elle peut **renverser le gouvernement. L'Assemblée contrôle donc l'exécutif.** Cela peut théoriquement être contrebalancé par le **pouvoir de dissolution** dont dispose le président de la République, mais ce pouvoir est **limité.** L'assemblée a donc un pouvoir étendu. C'est une **REPUBLIQUE PARLEMENTAIRE,** comme la III^{ème} République. **Le Président à un pouvoir très faible. On a donc une rénovation politique incomplète !**

=> **De Gaulle voulait un exécutif fort, un équilibre législatif/exécutif.** En cela, il **n'est pas entendu. POURQUOI ?** Beaucoup de personnes ont **peur d'un pouvoir exécutif fort.** N'oublions pas qu'en 1946, la France **sort d'un régime autoritaire (Vichy).**

→ **De Gaulle** se montre en fait **très tôt critique** des projets de l'Assemblée constituante. Dès **janvier 1946,** il a, pour protester, **DEMISSION DU GPRF !** Il n'est plus à la tête du Gouvernement provisoire. Il s'attendait à un élan populaire qui le rappellerait au pouvoir : mais cet élan n'aura lieu que plus d'une décennie plus tard.

TRANSITION – Cette IV^{ème} République **met en œuvre des réformes économiques et sociales de grande ampleur.**

✓ 3 – Des réformes qui ressuscitent les valeurs républicaines

→ **L'Etat intervient pour commencer dans l'économie :**

La IV^{ème} République doit reconstruire la France pour commencer. En **1946,** elle est toujours dans un **état critique [DIAPO]** (usines à reconstruire, etc.). **REUSSITE : en 1949,** la France retrouve le même PIB qu'en 1938. **Comment ?**

→ L'Etat intervient dans de nombreux domaines : [DIAPO ANIME] [Illustrations]

- L'agriculture (subventions pour la mécanisation, les engrais, arrachage des haies, etc.).

- Les **NATIONALISATIONS,** qui permettent à l'Etat d'intervenir totalement dans l'économie.

- Les équipements prestigieux (électrification des lignes de chemin de fer, avion Caravelle, pont de Tancarville, etc.).

→ **L'Etat intervient aussi sur le plan social :**

- La IV République veut que la France soit un « **ETAT-PROVIDENCE** ». Le **Préambule de la CONSTITUTION de 1946** l'indique. Comment s'y prendre concrètement ? Pour répondre aux ambitions de ce préambule, et en conformité avec les souhaits émis par De Gaulle dès 1942, **ont donc été instauré(e)s :**

- La **Sécurité sociale** (par le GPRF, dès 1945 = organisme prenant en charge l'assurance maladie, les allocations familiales, les accidents du travail et un système de retraites : cf. point 6 du Préambule).

- Création du **salairé minimum en 1950** (fin du Préambule)

- **3ème semaine de congés payés.**

BILAN DIAPO – AVEC CES REFORMES LES VALEURS DE LA REPUBLIQUE SONT VRAIMENT DE RETOUR